

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Il n'y a que dans les guerres civiles que les travailleurs savent pourquoi ils se battent.

Un gouvernement qui gouverne !... Mais c'est au profit des capitalistes

Décidément ce gouvernement de Front populaire se comporte de plus en plus comme un simple gouvernement bourgeois.

Certes, il ne manque pas de laudateurs même dans les rangs ouvriers pour chanter ses louanges et prendre sa défense le cas échéant contre les « injustes » attaques que nous lui adressons. Oui, il paraît que nous devrions faire silence devant les remarquables réalisations de ce gouvernement.

Nous devrions nous taire quand nous voyons que l'arbitrage obligatoire se transforme en machine à capitalisations.

Nous devrions nous taire quand nous voyons le prix de la vie se hausser à une allure vertigineuse, sans que rien de positif soit tenté contre les spéculateurs.

Nous devrions nous taire quand nous voyons ces mêmes spéculateurs, ces profiteurs, ces riches enfin obtenir de ce gouvernement à direction socialiste, des « apaisements » et même l'amnistie de leurs fraudes et de leurs vols.

Nous devrions nous taire quand en revanche nous voyons l'amnistie générale attendue depuis si longtemps rester en panne à la discréction des vieux crocodiles sénatoriaux.

Nous devrions encore nous taire quand nous voyons renforcer sans cesse le militarisme, s'accélérer la course à la guerre impérialiste ; quand nous voyons poursuivre ou saisir des journaux comme *La Commune* pour crime d'antimilitarisme.

Nous devrions peut-être aussi nous taire quand des chiens fascistes nous assourdiscent dans leur presse — la grande, la moyenne et la petite — de leurs abois, obligeant le gouvernement à céder à leurs menaces.

Enfin, dans l'ordre des affaires extérieures devrions-nous encore nous taire, quand nous voyons que depuis son arrivée au pouvoir, ce gouvernement poursuit exactement la même politique que ses prédecesseurs ?

Devrions-nous nous taire quand sous prétexte de sauvegarder la paix mais en fait pour sauvegarder notre impérialisme et notre capitalisme, il laisse depuis six mois le peuple d'Espagne à la merci des intrigues du fascisme international ?

Devrions-nous nous taire quand les plus aveugles sont maintenant obligés de se rendre compte que le blocus proposé par l'Angleterre et la France contre l'Espagne ne s'est exercé pour ainsi dire qu'à sens unique et qu'il risque de conduire les révolutionnaires espagnols en général et catalans en particulier à la défaite ?

Faudrait-il encore nous taire quand nous voyons le sieur Delbos multiplier, à la grande satisfaction de nos fascistes — voir le *Jour* du 6 janvier — les demandes d'explications au sujet de l'avion de l'ambassade descendu par les hommes de Franco, et alors qu'il ne peut, après la réponse de Del Vayo, subsister le moindre doute à ce sujet ?

Et bien non ! nous ne nous tairons pas. En dépit des naïfs ou des intéressés à sa défense, nous continuons à dire que ce gouvernement de Front populaire gouverne en réalité en faveur de nos pires adversaires : le capitalisme et le fascisme national et international.



MANIFESTONS DANS LA RUE POUR ROMPRE LE BLOCUS, POUR ARMER LES MILICIENS

Nous avons dit clairement nos intentions à ce sujet la semaine dernière. Nous y revenons avec plus de force aujourd'hui.

Les ouvriers français commencent à se désintéresser de la révolution espagnole. Et leur coupable égoïsme sert le fascisme espagnol, sert le fascisme français, sert le fascisme international, et sert, par surcroit, la guerre qui rôde.

Il faut mettre fin à cette veulerle déshonorante qui risque d'attirer sur tous les peuples les plus grands désastres.

Commençons donc par réveiller le peuple de Paris; faisons-le descendre dans la rue;

et qu'ensuite sa protestation soit suivie partout en France.

Nous écrivons, pour atteindre ce but, aux organisations syndicales, aux partis politiques d'extrême-gauche, de gauche, aux différents groupements qui luttent pour un nouvel ordre, à tous ceux, enfin, qui prétendent combattre le fascisme.

Nous espérons que les uns et les autres comprendront notre angoisse, approuveront notre appel, accepteront notre proposition et qu'ils tomberont d'accord avec nous pour arracher le peuple de France à sa somnolence.

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE.

Contre la Guerre : Révolution !

Les dangers de guerre s'accumulent et se précisent chaque jour. Allons-nous demander de nouveau connaître la triste situation de 1914 ? La paix semble ne plus tenir qu'à un fil.

Devant la situation créée par l'arrasement des navires espagnols par la flotte allemande, elle semble être à la merci du moins incident.

Que d'un navire gouvernemental un obus part, en réponse à ces provocations, qu'un navire allemand soit coulé, et l'éventuelle peur jaillit qui déterminera l'embrasement du monde.

Nous revivons la période qui a précédé le 2 août 1914.

Dans l'imbroglio actuel, les impérialismes précisent chaque jour leur position. Les blocs se nouent et se dénouent indiquant les préparatifs ourdis par chacun pour faire face à la menace.

La Société des Nations est complètement mise en sommeil. Les travailleurs sauront au moins qu'ils n'ont rien à attendre d'elle. La psychose anti-allemande se crée dans notre pays sous le faux prétexte de combattre Hitler, de défendre la révolution espagnole. La presse de droite corrige déjà son ton et semble se rendre compte que la danger que les communistes signalent depuis si longtemps « d'une troisième frontière à défendre » serait réel. Pour les dirigeants de Front populaire, la question est résolue depuis bien longtemps, on les sait accusés à une prédictive croisade anti-fasciste.

L'Union sacrée est déjà moralement faite. Cette fois, il n'y aura pas de surprises, on connaît ceux qui capituleront et ceux qui résisteront, il est inutile de dire qu'au *Libertaire*, nous serons tous dans ces derniers.

On connaît ceux qui capituleront et ceux qui résisteront, il est inutile de dire qu'au *Libertaire*, nous serons tous dans ces derniers.

En maintes occasions nous avons précisé notre position. Nous avons déclaré que même sous le prétexte de défendre la révolution espagnole, nous ne marcherons jamais dans la guerre impérialiste.

Nous connaissons les sophismes avec lesquels la bourgeoisie masque son jeu, nous savons que sous ce faux prétexte ce sont pour des intérêts impérialistes que le prolétariat se battra. Nous savons aussi que c'est l'Espagne révolutionnaire, celle que nous défendons, qui serait la première victime de la guerre. Les armées étrangères qui pénétreraient en Catalogne, soi-disant pour lui porter secours, commenceront d'abord par écraser la révolution qui s'élaborera. La guerre ne peut se faire que si l'ordre « règne à l'intérieur et l'ordre régne pas dans un pays en proie aux convulsions révolutionnaires. La bourgeoisie nous rappellerait brutalement cette vérité si nous devions un jour l'oublier.

Il faut nous dresser farouchement contre le danger, pendant qu'il est encore temps.

Soyons francs, il ne servira à rien à dissimuler le danger. La classe ouvrière dupée par ses dirigeants se laissera entraîner dans la tourmente. Elle marchera, comme elle a marché en 1914. Et chose plus grave, en 1914, c'était le vieux fond patriote, qui sommeille dans le cœur de tout travailleur français qui brutallement s'était réveillé, mais nous pouvons craindre que dans la prochaine, à ce vieux fond patriote, vienne s'ajouter la foi partisane antifasciste, déterminant ainsi une faille plus complète. Mais si la situation est catastrophique, elle n'est pas, malgré tout, encore perdue. Si la classe ouvrière ne peut actuellement faire reculer la guerre, la minorité révolutionnaire doit la faire. A la menace, il faut répondre par la menace.

La minorité révolutionnaire anti-guerrière se connaît, elle doit s'unir. Plus que jamais

on connaît ceux qui capituleront et ceux qui résisteront, il est inutile de dire qu'au *Libertaire*, nous serons tous dans ces derniers.

Le Comité pour l'Espagne libre et le Centre de Ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne changent d'adresse.

Dès demain samedi, leur siège sera transféré, 26, rue de l'Assel, Paris-11^e, à côté du métro Oberkampf, à 2 minutes de la place de la République.

En 2^e page : Géo London ou le venin dans la bosse par Maurice Doutreau.

En 3^e page : Les informations d'Espagne

En 4^e page : Une lettre de Chazot : Les Enseignements d'une révolution.

C'est DIMANCHE 10 JANVIER

à 14 h. 45, Salle Renée Maubel, rue de l'Orient

Métro : Abbesses, Lamarck

QUE VOUS VIENDREZ NOMBREUX APPLAUDIR à la
FÊTE DU LIBERTAIRE

Pierre DARAGON, Guy EMMER, Germinal FARSY, Suzanne FEYROU, Gaston GASSI, Félix GIBERT, Maurice HALLE, Lucienne HERBLAY, Paulette LEFRERE, Yvonne LEYGUES, Nadine MAZER, Aimée MORIN, SAINT-SERVAN, Roger TOZINY, Marga TOZI

et

Raphaël PATORNI et Jacques REYNIER
qui interpréteront le prologue de

L'Homme que j'ai tué
de Maurice ROSTAND.

Entrée : 6 francs. Chômeurs : 3 francs. Enfants : 2 francs.

L'Angleterre veut liquider la révolution espagnole

par LASHORTES

Une certaine presse fait grand cas de l'accord qualifié « Gentlemen's agreement » et signé à Rome par les gouvernements anglais et italiens. On veut y voir une chance sérieuse de paix pour le règlement d'un des conflits les plus irritants du monde d'aujourd'hui. Par cet accord les deux puissances intéressées s'engagent à respecter le Statut actuel de la Méditerranée, écartant ainsi la menace d'une guerre anglo-italienne qui fut longtemps considérée comme inévitable. Ainsi, pense-ton et déclare-ton, la paix peut re fleurir dans notre monde, en dépit des appréhensions qu'a pu faire naître la guerre civile espagnole.

Nous ne demanderions pas mieux que de partager cet optimisme, si les faits et les intentions les plus évidentes des gouvernements n'inclinaient à plus de réserve. Il est à peine besoin d'insister sur la fragilité d'une construction qui repose sur l'existence d'un pacte (un de plus !) que la politique a fait et que les nécessités impérialistes peuvent défaire. Cette diplomatie à la petite semaine, par son instabilité, ses retournements et ses contradictions est, quand on y réfléchit, à peine plus rassurante qu'un désaccord avoué. Un pacte n'empêche point de sub�ir les causes fondamentales du conflit et la lettre juridique s'oppose mal à l'esprit et à la volonté de lutte de deux puissances dont les intérêts vitaux sont en jeu. L'encre du traité était à peine sèche qu'une dépêche annonçait l'envoi de 5.000 hommes de troupe italiens destinés à soutenir la fortune chancelante du général Franco. Même si cette nouvelle est controvée, il reste évident que l'Italie, qui a fait des Barbares une base militaire en face de la révolutionnaire Barcelone, n'acceptera pas de se désintéresser de la destinée européenne et africaine de l'Espagne et qu'elle jouera là le jeu classique de l'impérialisme, en défendant jusqu'au bout la cause des rebelles. C'est à cette fin qu'elle envisage son accord avec l'Angleterre, accord qui n'engage pas l'avenir et assure le présent.

Or, quant au présent, l'intérêt de l'Angleterre et celui de l'Italie se rejoignent. Le caractère essentiel de l'accord est qu'il a sa pointe tournée contre la France. En dépit des assistances officielles qui prétendent le contraire, il est un coup rude asséné à notre diplomatie. Il est à peine besoin d'insister sur le fait insolite qu'un accord méditerranéen vient d'être signé, sans que la France qui a de si puissants intérêts en Méditerranée soit partie contractante. La manœuvre est double, en effet. D'une part, l'Italie a réussi à désarmer le bloc anglo-français. Et il n'est pas d'un mince résultat pour Mussolini qui a si préemptoirement défini l'axe Berlin-

'l'amnistie ? Oui... Mais pour les spéculateurs

— Avez-vous chez vous quelques lingots d'or que jusqu'ici vous auriez négligé de déclarer, au mépris des lois de notre république ?

Non ! vous en êtes bien sûr ? Alors vous avez peut-être à l'étranger, dans quelque coffre de la banque de Bâle ou ailleurs, des « avoirs » ou des valeurs que vous deviez aux termes de la loi convertir en obligations de la Défense Nationale 3 50 % (catégorie A).

Vous vous obstinez à répondre non ?

C'est dommage ! C'est dommage car notre ministre (socialiste) des finances, M. Vincent Auriol, vous eut justement amnistié de cette peccadille qui consiste à dissimuler — patriottiquement — son bien quand des mesures légales trop sévères font disparaître à l'étranger l'argent des possédants. Car la Patrie ça va très loin, mais tout de même pas jusqu'au coffre-fort...

C'est ce qu'a bien compris M. S.F.I.O. Auriol en se servant de la loi de finances récemment votée pour amnistier en un tournoi les fraudeurs du fisc et de l'Etat.

Pendant ce temps-là les insomnis de la dernière, les mutins de Calvi, des centaines de condamnés militaires — tous gens de peu — et dont certains n'attendaient que depuis vingt-deux ans seulement un geste d'humanité demeurent en exil ou dans les prisons et les bagnes.

Il est vrai que ces gens ne sont pas inté-

L. A.

Rome, de voir l'Angleterre composer avec l'Italie dans un accord bilatéral. D'autre part — et c'est là selon nous l'aspect essentiel de la négociation — l'Angleterre marque ainsi qu'elle entend bien pratiquer à l'égard de la révolution espagnole la seule politique que lui dictent ses intérêts. Son accord avec Mussolini signifie nettement qu'elle ne prend pas parti, ainsi qu'on aurait pu le croire, pour les gouvernementaux et qu'elle désire, entre la France en majorité acquise à ces derniers et l'Italie favorable aux rebelles, jouer sa propre partie.

Nous avons plusieurs fois défini sa position. Nous l'avons vue au lendemain du 19 juillet intervenir auprès du gouvernement français pour l'empêcher de porter secours aux républicains. Nous la voyons aujourd'hui tenter une liquidation de la révolution espagnole. Non pas, sans doute, au profit du fascisme, mais en faveur d'un gouvernement qui exclut l'extrême-droite et de gauche et seul capable de faire respecter les puissants intérêts qu'elle possède dans la péninsule ibérique.

On comprend, dans ces conditions, qu'elle se serve alternativement de la France, qui demeure encore son allié contre les impérialismes allemand et italien, et de l'Italie qui peut l'aider à juguler la révolution. Politique de basculement, constante des gouvernements anglais.

L'enjeu, c'est la révolution d'Espagne et c'est le sort du prolétariat mondial. La réussite de l'entreprise du ministère Baldwin serait la fin de la plus grande aventure sociale que l'histoire ait connue. Or, l'Angleterre possède encore de très puissants moyens. Elle a réussi à faire et à défaire bien des régimes.

L'avertissement ne doit pas être négligé.

LASHORTES.

CE SOIR à WAGRAM

Voulez-vous être édifiés et vous rendre utile à la cause de nos camarades ?

Venez entendre la voix des Syndicats ouvriers qui luttent sur deux plans contre les hordes déchaînées du fascisme international et contre le capitalisme. Vous écouteriez :

SUBIRNA et MIRALLES pour le Syndicat Unique de la Construction de Barcelone (C.N.T.).

ANTONIO MARTIN, du Conseil d'administration du Peuple de Puigcerda (F.A.I.).

NAN, du S.U.B. de Toulouse, retour d'Espagne ; J.-S. BOUDOUX, pour la Vieille Fédération du Bâtiment ; Paul LAFAYRE, pour la C.G. T.S.R. ; Pierre BESNARD, Secrétaire de l'A.I.T., retour d'Espagne.

Trafic d'armes, non !

Solidarité avec l'Espagne ouvrière, oui !

Le « Peuple » de Bruxelles, organe du Parti Ouvrier Belge publiait dans son numéro du 30-12-36 la note suivante, intitulée « Le trafic clandestin des armes ».

La police judiciaire du Parquet de Bruxelles a arrêté, mardi, le citoyen Emile Marchand, secrétaire du Syndicat du Bâtiment, habitant rue Ronsart, à Anderlecht.

Marchand est soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire entre des fournisseurs d'armes et des fraudeurs, qui se chargent d'introduire clandestinement les armes en France.

Une perquisition faite au domicile de Marchand a fait découvrir des documents, notamment des notes de paiement d'armes. Marchand a refusé de désigner les fournisseurs d'armes.

« Le juge d'instruction De Muylde a décerné un mandat d'arrêt à sa charge ».

Cette note est odieuse. Elle laissez entendre que Marchand est un de ces professionnels vivant du trafic clandestin des armes; elle ne contient pas une parole de protestation contre cette thèse. L'organe central du Parti Ouvrier Belge n'a pas un mot d'indignation lorsque son gouvernement où il y a plusieurs ministres socialistes incarcère sur simple soupçon le secrétaire de l'organisation syndicale la plus forte en effectifs sur la place de Bruxelles.

Tout se révèle en nous en face d'une pareille attitude. Nous ignorons évidemment si les accusations sont fondées juridiquement. Mais tout le passé de Marchand, militant syndical extrêmement actif, sincère, permet de nier cette version du trafic d'armes : il ne peut y avoir en réalité qu'une aide et solidarité effectives avec la classe ouvrière d'Espagne. Le mouvement libertaire de France ne peut abandonner un homme qui aurait pris au sérieux et réalisée cette aide.

Les camarades anarchistes se doivent d'alerter les syndicats, les personnalités influentes et harceler ambassade et gouvernement belges, en particulier les ministres qui osent se dire socialistes, de télégrammes et résolutions, disant :

Solidarité avec Marchand ! Libérez-le !

N. Lenoir.

UNE FETE

PRENDRE NOTE

Nous avisons nos lecteurs que le Comité pour l'Espagne libre organise une grande et belle fête le samedi soir, 30 janvier, salle Wagram, au profit des militaires.

Le programme sera indiqué ultérieurement. Des cartes seront imprimées que nos camarades les plus dévoués seront invités à placer.

Géo London ou le venin dans la bosse

La feuille « infâme » où sévit déjà le pleurer Vautel et qui est incontestablement le quotidien le plus fasciste de Paris, le *Journal*, se devait, après les reportages sur l'Espagne des valets de second plan comme Barensi et Al-Ch-Morice, d'ouvrir ses colonnes au plus parfait laquais de l'écrivain, M. Géo London.

Donc, M. Géo London est parti, bosse au dos, pour l'Espagne « nationale », d'où il nous envoie chaque jour ses impressions. Le nabot qui, prudemment, observe le front depuis Salamanque, ne tarit pas sur les atrocités commises par les rouges. Et d'amener, dit-il, des preuves. Qu'il nous soit permis de faire remarquer à M. Géo London que nous avons nous aussi des preuves, telles ces photographies d'enfants assassinés reproduites en affiches dans tout Paris et que les zélés partisans de Franco s'empressent de lacerer, montrant bien la qu'eux-mêmes les jugeaient édifiantes. Mais ceci, pour M. Géo London, ne compte pas. Le bombardement des villes, le massacre de femmes et d'enfants sans défense, c'est le combat loyal, c'est la guerre. L'exécution d'un fasciste dangereux, c'est une atrocité. Il est tout à fait normal que M. Géo London, bosse et contrefait au physique, ait au moral un jugeant quelque peu biseurne et cela ne fait que corroborer les théories de Lavater. Nous n'en sommes pas autrement surpris.

Le premier article qu'envoya à son journal le gnome venimeux fut un panégyrique de Franco. Ce brave à trois poils lui a tendu une main fraternelle, ce qui semblerait prouver que les brutes et les larves ont la particularité de sympathiser rapidement. Le pisse-copie, très fier de cette entrevue, sortit donc du bureau du stratège, se redressant autant que cet exercice lui est possible, et de sa meilleure plume rédigea les louanges du soudard.

Avant que d'être envoyé spécial sur le front, M. Géo London tenait au *Journal* la chronique judiciaire pour le plus grand honneur de la magistrature. Se frotant à toutes les robes, et bavant fielleusement sur les victimes, M. Géo London est devenu bosse à force de poyer son échine servile devant tous les membres influents du barreau. Soulignant les mots d'esprit que font lâchement les juges aux dépens de l'accusé livré sans défense à leur féroce, le méprisable Géo London ne manquait point de décocher à cette victime le coup de pied de l'âne.

Un exemple assez récent de la basseesse de ce triste sire c'est le récit qu'il fit de sa visite à Ettori. Ettori, bandit « d'honneur », comme on dit dans le maquis, accorda au réputé chroniqueur une généreuse hospitalité, se mit en frais pour le recevoir et lui donna tous les détails sur son histoire. Géo London en le quittant remercia cet hôte exceptionnel, le gratifiant d'une poignée de main qu'il voulait chaleureuse, mais qui ne put être que visqueneuse. De retour à Paris, l'abject nabot écrivit sur Ettori un article ignoble où il l'accusait de gâtisme et de fourberie. Voilà l'homme.

Aujourd'hui, M. Géo London, assez loin des miliciens espagnols, bave sur eux tout le fil qu'il est capable de sécréter. Il narre avec complaisance « leurs infamies » et les « atrocités » qu'ils commettent. Et il conclut son dernier article :

A la vérité, ce qui se passe en Espagne se résume en un combat entre une civilisation qui ne veut pas périr et les hordes de ceux qui, mis par une haine et une rage jamais assouvie, rêvent d'anéantir tout ce qui constitue pour l'humanité la joie de vivre : la douceur du foyer, la famille, la foi ancestrale ».

Nous sommes d'accord, la guerre d'Espagne c'est le conflit entre les forces du passé et celles de l'avenir.

A l'encontre de l'Histoire, M. Géo London affirme que c'est le passé qui constitue la civilisation. Nous sommes à quelques millions qui avons trop souffert du monde d'hier et d'aujourd'hui pour ne point partager cet avis.

Et le commis-voyageur que dépêche, en la personne de Géo London cette société, ne peut que nous confirmer dans notre dégoût.

De fait, elle pouvait difficilement trouver meilleure image. Au moral comme au physique, M. Géo London incarne le milieu social que nous voulions détruire, Bossu, contrefait, l'œil torve, la face suintant l'hypocrisie et transpirant la lâcheté, tel est M. Géo London. Telle est aussi la société qu'il représente, qu'il défend et que nous balayons impitoyablement.

Et ce ne sont pas les abolements rageurs, les pleurnicheries d'un gnome servile, flagorneur d'avocats généraux et lèche-cul en titre de la magistrature qui diminueront notre ardeur.

MAURICE DOUTREAU.

Notes et Glanes

Dans la nuit de lundi à mardi, sur le boulevard de la Chapelle, ces dames étaient en liesse. Ce n'est pas que le tapin ait rendu plus d'habileté. Non. Mais elles avaient la certitude de ne pas être emballées, les bourses des mères ayant d'autres occupations. En effet, quatre de ces messieurs, appartenant au dixième arrondissement, lacéraient les affiches reproduisant la note de Delaprière à Paris-Soir. Un gouvernement de droite n'aurait jamais osé nous montrer la « police des mères » défendre la prostitution la plus hideuse, celle de la presse. Il est vrai que l'actuel ministre de l'Intérieur est marxiste et qu'il ne saurait s'incliner devant les puissances d'argent...

Ceci dit, je refuse de m'associer à la campagne menée par l'Huma contre Paris-Soir ; une querelle de boutiquiers ne saurait m'intéresser. Et, avouez quand même que ce n'est pas aux renégats, aux lèche-trains à gages de la rue Montmartre qu'il convient de donner des leçons de propriété et de moralité. Ils auraient, au contraire, besoin d'en prendre, eux qui refusent d'insérer tout écrit paraissant indépendant ou qui emploient des procédés nettement jésuitiques, dont le compte rendu du meeting du 6 décembre au Vél' d'Hiv' est un exemple.

Recherchez la collection de l'Huma de l'époque et vous verrez, à la date du lundi 7 décembre, un compte rendu assez détaillé mais ne comprenant que les interventions de

Victor Basch, Jouhaux et Cachin. Pour les autres orateurs, il était dit que vu l'heure tardive et la nécessité de faire paraître le journal à l'heure, le compte rendu de leurs interventions paraîtrait le lendemain. Or ni le mardi 8, ni les jours suivants, rien ne fut publié. Pensez, il aurait fallu parler de Marceau Piwert et de Huart... Nos jésuites ont préféré s'abstenir, au nom de la moralité de la presse.

Le Journal m'a offert mes éternelles sous la forme d'une grande rigolade. Il a publié le 1^{er} janvier une affiche datée de Bordeaux relatant le retour au sein de sa famille d'un militaire de 14 ans, enrôlé pour deux périodes. C'est hilarant, tellement c'est bête. Il y est question du chef donnant l'ordre « sous la menace du revolver, d'achever les blessés à coup de baïonnette », et du « capitaine faisant bombarder une maisonnette ou deux près disant la messe en cachette ». Vrai, il n'était pas miraud, le p'tain, pour voir les deux curétons dans la baraque...

Le Journal m'a offert mes éternelles sous la forme d'une grande rigolade. Il a publié le 1^{er} janvier une affiche datée de Bordeaux relatant le retour au sein de sa famille d'un militaire de 14 ans, enrôlé pour deux périodes. C'est hilarant, tellement c'est bête. Il y est question du chef donnant l'ordre « sous la menace du revolver, d'achever les blessés à coup de baïonnette », et du « capitaine faisant bombarder une maisonnette ou deux près disant la messe en cachette ». Vrai, il n'était pas miraud, le p'tain, pour voir les deux curétons dans la baraque...

HENRI GUERIN.

Paix sur la terre...

Je viens de lire le cahier des « Humbles », de novembre. C'est de notre ami Gaston Ferdinand, un recueil de poèmes contre la guerre, intitulé « Paix sur la terre... ». Mon cœur vibrant à l'unisson de celui de l'auteur, je ne puis faire aucune critique de l'ouvrage. Je ne puis que vous inciter à le lire. Deux pièces, surtout, m'ont enthousiasmé : « Ce qu'il » ILS » disent des voix d'assassinés entre 14 et 18 viennent dire à des consorts — dépeints selon Couté — pourquoi et comment ils ont été tués et leur demandent de construire la paix et « Projet d'avenir » représentant les deux symboles des forces mauvaises. Le Général pendu depuis cinq ou six semaines balançant « ... de droite à gauche à la grande joie des enfants »

Qui n'auront ni peur ni envie de son grand sabre, et le curé mijotant dans la rivière avec soutane et bondeuses.

Quand vous saurez qu'Yvette A. Guibert a illustré cette plaquette de dessins puissants, en harmonie avec la pensée de l'auteur, vous voudrez vous la procurer.

H. G.

ABONNEZ-VOUS

le
libertaire
A BESOIN DE L'AIDE EFFICACE DE SES AMIS

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

52 Numéros .. 22 fr.
26 — .. 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros .. 30 fr.
26 — .. 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).

Aux travailleurs espagnols résidant à l'étranger

« Espagnols qui résidez en France ou dans le monde entier, votre devoir est de vous tenir prêts à venir en Espagne. »

Travailleurs espagnols, chers Camarades. En ce moment, dans ce pays qu'il vous a fallu quitter soit pour fuir la misère imposée par des siècles d'exploitation, soit pour échapper aux féroces répressions pratiquées systématiquement par les gouvernements de toute espèce et de toute nuance, se déroule une épopee historique de l'issue de laquelle dépend pour un avenir proche notre sort heureux ou misérable.

Vous savez tous que dans la moitié de l'Espagne, des ouvriers se sont rendus maîtres de leur destin. L'économie, la justice et le gouvernement même sont entre nos mains.

Nous sommes les maîtres de tout. Une sorte de loi biologique a fait revenir en nos mains la richesse sociale produite par nous et dont nous avions été dépouillés par nos exploiteurs.

Tout cela, vous le savez déjà, n'est-ce pas ! Mais vous devez cependant savoir aussi que cette richesse reconquise par tant de sacrifices et de douleurs n'est pas encore complètement assurée et il nous faudra encore bien des efforts pour réduire à l'impuissance nos ennemis mortels. Bien que leur défaite soit désormais certaine, il faut cependant comprendre que votre aide peut abréger la lutte douloureuse que nous menons.

Aucun de ceux qui peuvent prendre un fusil ne peut rester indifférent à cette cause sans risquer de voir perdre un jour tous les droits acquis dans le sacrifice.

Ecoutez, camarades, vous savez qu'ils sont nombreux les travailleurs de toutes nationalités qui se sont joints à nous pour obtenir la conquête totale de notre émancipation. C'est qu'ils ont compris que la nôtre est aussi la leur.

Il n'est donc plus possible que désormais un seul Espagnol vivant de son travail reste à l'étranger éloigné de la lutte à laquelle participent avec héroïsme tant d'ouvriers d'autres nationalités.

Certes, nombreux, très nombreux sont les Espagnols qui, dès le premier instant, n'écoutent que leur conscience, se sont rendus en Espagne.

Mais il ne doit plus en rester un seul aujourd'hui hors d'Espagne sans raison valable. Tous ceux qui, lâchement, s'absentent aujourd'hui de ce devoir seront châtiés demain sans pitié.

Venez en Espagne, camarades, la révolution a besoin de votre aide. Elle vous donnera à son tour par l'effort mis à sa défense le droit d'être libres et heureux dans le pays qui sera désormais le foyer de tous ceux qui auront lutté pour écraser à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme, cause de l'esclavage de la classe ouvrière.

Pour abattre le fascisme criminel, alerte !

Tous au premier appel en Espagne. Vive la révolution sociale !

JOSE MAVILLA,
Membre du Conseil de Défense
de l'Aragon.

L'affaire Yagüe

Le Tribunal populaire de Madrid a relâché nos trois camarades abusivement impliqués dans cet incident.

L'affaire Yagüe s'est terminée comme elle aurait dû commencer. Les trois miliciens anarchistes qui avaient été poursuivis pour avoir accompli dans cette histoire leur devoir strict de militants révolutionnaires vigilants, ont été relâchés par le Tribunal populaire de Madrid qui a reconnu de bien-fondé de leur attitude.

On connaît les faits. En décembre Pablo Yagüe, militant communiste et membre du Conseil régional de défense sortait de Madrid en automobile par la route d'Aragon. Arrivée à la hauteur de l'Athénée libertaire, la voiture fut arrêtée au barrage que se trouvait à cet endroit par des camarades qui formaient la garde locale régulière.

Initié à présenter ses papiers et autorisations — comme il était normal — Yagüe s'y refusa, alléguant d'un ton cassant qu'il était Yagüe et comme tel devait être assez connu pour pouvoir passer outre à des autorisations plus ou moins régulières. Ce disant, il ordonna à son chauffeur de continuer sa route.

Singulière attitude pour un communiste dont le parti réclame à toutes occasions sur tous les tons la plus sévère discipline !

Encore plus singulière dans une ville comme Madrid, en plein état de siège et où séjournaient encore nombre de ces éléments louches que Franco appelle sa « 5^e colonne ».

Qui qu'il en soit, nos camarades obéissant à des consignes très précises, après avoir une première fois tiré en l'air en signe d'avertissement, firent feu sur la voiture qui fuyaît, blessant ainsi Yagüe.

Immédiatement, les marxistes madrilènes s'emparèrent de l'incident pour en faire un instrument d'agitation entre la C.N.T. et les anarchistes, l'organe de la Confédération C.N.T. fut même suspendu pendant plusieurs jours, et des actes de violence qui allèrent jusqu'à l'assassinat de trois militants de la C.N.T. par des gens demeurés inconnus.

La riposte de la C.N.T. ne se fit pas attendre.

Dans une déclaration en date du 26, à régionale du Centre, fut connue qu'en aucun manière la C.N.T. n'admettrait que les trois camarades poursuivis fussent condamnés pour un acte dont s'était rendu responsable Yagüe lui-même par son imprudence et son mépris des règles établies pour tous.

Quant, aux violences, officielles ou occultes, contre l'organisation ou ses militaires, le même manifeste déclarait d'une façon formelle, que si à l'avenir un seul militant de la C.N.T. était si peu que soit molesté dans les rues de Madrid, ou même qu'il fut trouvé mort par des nales « d'origine inconnue », la C.N.T. empêtrait alors « un langage clair et sans euphémisme afin d'en finir une fois pour toutes ».

Est-ce cette attitude énergique qui a influé sur la décision du Tribunal populaire ? Nous ne sommes pas éloignés de le croire. En tout cas le 28, devant l'inanité des charges relevées contre nos camarades, ceux-ci ont été relâchés et l'accusation a été abandonnée.

Malgré les manœuvres et les complot de certains qui agissent dans l'ombre pour tenter de réduire ou d'anéantir l'influence anarchiste en Espagne, on peut être certain que nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. restent vigilants et qu'il serait pour le moins « imprudent » d'attaquer pour eux sans risques, sans gros risques....

(Ajoutons que le journal C.N.T. a reparti régulièrement.)

POUR UN PLUS GRAND EFFORT

Tous nos amis auront lu, en première page, la bonne nouvelle. Le siège du Comité pour l'Espagne libre et son Centre de ravitaillement des milices antifascistes se transportent au centre de Paris, 26, rue de Crussol, dans un local spacieux et plus approprié aux multiples tâches qui leur incombe.

Ce n'est certes pas sans un peu de mélancolie que nous abandonnerons définitivement le 15 janvier, notre local, devenu trop étroit, de la rue d'Alésia, témoin de laborieux efforts pour mettre sur pied notre organisation actuelle et qui doit sans cesse répondre à de nouveaux besoins.

En effet, lorsque, hâtivement, nous nous installâmes au « 203 »,

nous étions incapables d'appuyer leur effort par tous les moyens possibles.

Ces moyens, le Comité pour l'Espagne libre et son Centre de ravitaillement les mettent à vos dispositions, camarades antifascistes de toutes tendances. Vous ne devez pas, vous ne pouvez pas vous dérober au devoir de solidarité morale et matérielle qu'attend de vous tout un peuple qui sacrifie le meilleur de lui-même pour échapper à la servitude.

Pour faire reculer le fascisme international, votre soutien régulier est indispensable à ceux qui luttent. Vous n'aurez plus désormais l'excuse de notre éloignement. Aussi est-ce avec confiance que nous

CE PEUPLE NE SERA PAS VAINCU !!!



pour secourir nos chers amis d'Espagne, nous ne pensions pas que notre rôle dût se prolonger au-delà de 1936. Hélas ! Le drame se poursuit interminable et exige impérieusement que la solidarité s'organise sur une plus large échelle.

D'ailleurs, sur les fronts d'Espagne, la renommée de nos camions a fait tache d'huile. De tous côtés, les combattants antifascistes réclament le concours si efficace de notre service rapide, qui sait satisfaire en temps opportun leurs besoins les plus urgents.

Or, la lutte acharnée qu'ils ont entreprise pour chasser le fascisme de la péninsule ibérique, userait leur force, briserait leur énergie si

attendons votre plus prochaine visite au

**26, RUE DE CRUSSOL, PARIS-11^e
CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE**

P. S. — Rappelons aux plus dévoués que nous tenons à leur disposition des listes de souscription convertibles en marchandises, ainsi que des mandats garantissant la délégation de ceux de nos camarades désirant créer un centre local de ravitaillement.

LE PROBLÈME AGRAIRE

Ce que préconise la C.N.T.

On sait que la question agraire est une des plus importantes de l'Espagne révolutionnaire en général et de la Catalogne, en particulier. La C.N.T. préconise la collectivisation sur la base familiale ou locale. Il semble que ce soit la formule qui convienne le mieux à la Catalogne, pays des métayers, de petits propriétaires, d'une part, et de grandes propriétés de l'autre. La C.N.T. a donc proposé aux autres organisations syndicales (U.G.T.) et économiques (l'Union des Rabassaires), un plan de collectivisation progressive sur les bases sus-indiquées.

Après avoir donné son approbation à son plan, l'Union des Rabassaires — sur des pressions politiques de l'U.G.T., notamment — a réservé sa réponse. L'U.G.T. a refusé purement et simplement. Mais la question reste entière et le plenum régional des syndicats agraires de la C.N.T., qui a tenu ces jours derniers à Barcelone, a renouvelé ses propositions, que nous reproduisons ci-dessous dans leurs grandes lignes.

Le Comité régional de la C.N.T., après son entretien avec José Calvet, conseiller de l'Agriculture et Ardica y Torrens pour les métayers (Rabassaires) propose, d'accord avec eux :

1^o La terre doit passer aux municipalités, lesquelles prennent la direction générale des cultures. Elles s'occupent des exploitations familiales et collectives ;

2^o Les cultivateurs qui travaillent sous la forme familiale devront être concentrés dans un même groupe, c'est-à-dire que lorsqu'une parcelle de terre, par sa situation, sera un obstacle au travail des terres collectivisées, le cultivateur intéressé aura le

droit et l'obligation de céder la terre à la collectivité, recevant en échange une autre terre équivalente ;

3^o Ceux qui ont une exploitation familiale devront se suffire entre eux de la même famille pour le travail ;

4^o Collectivisation de tous les domaines exploités antérieurement par l'Administration. Dans ces collectivités pourront entrer librement tous les paysans de la commune ;

5^o Reconnaissance de la personnalité juridique aux collectivités et liberté pour entrer dans l'organisation syndicale responsable de leur convenance ;

6^o Concentration de toutes les activités économiques, aussi bien des cultivateurs occupés dans des exploitations familiales que les collectivités, dans un seul syndicat agricole dans chaque localité.

Ce pacte fut accepté en principe par l'Union des Rabassaires et la C.N.T. Nous l'avons proposé à l'U.G.T.

Ce fut une grande désillusion, l'U.G.T. étant en complète opposition, rompant le pacte scellé entre la C.N.T. et l'U.G.T. au meeting de la Monumental.

Malgré toutes nos démarches pour trouver un terrain d'entente, rien ne se fit, et les « rabassaires » et nous avons décidé d'étudier de nouveau la question, sans le concours de l'U.G.T. Ensuite de quoi, nous avons déterminé ce qui suit :

1^o Chaque famille aura la terre qu'on lui indiquera. Ce qui reste et celles des administrations pourront être collectivisées, pour autant qu'il y ait des personnes contrôlées par les organisations responsables qui s'opposent à cet effet ;

2^o Les cultivateurs qui travaillent sous la forme familiale devront être concentrés dans un même groupe, c'est-à-dire que lorsqu'une parcelle de terre, par sa situation, sera un obstacle au travail des terres collectivisées, le cultivateur intéressé aura le

téristiques et les qualités de la terre ;

3^o Les produits de la terre seront à ceux qui la travaillent et ils ne pourront en être dépossédés ;

4^o, 5^o, 6^o Répétition de la première proposition sous les numéros 2, 3 et 4 ;

7^o Les produits et divers objets recueillis dans les domaines réquisitionnés seront transférés au fond collectif du syndicat agricole, lequel servira comme garantie de crédit à la collectivité, toujours à sa disposition ;

8^o (Voir 1^o proposition, n° 6) ;

9^o Les domaines réquisitionnés pourront être collectivisés en totalité ou en partie, pour autant qu'il y ait des travailleurs disposés à le faire. Les journalistes pourront former partie de la collectivité ou, s'ils le désirent, travailler la terre en exploitation familiale, ou dans des travaux organisés par le syndicat. Dans tous les cas, aucun préjudice n'est à craindre pour les journalistes ;

10^o Dans le cas de veuve avec des enfants mineurs, la municipalité ou le syndicat pourront aider à cultiver les terres et l'on assurera la solidarité par les services d'assistance sociale ;

11^o L'appui mutuel sera la norme de conduite aussi bien dans les exploitations familiales que collectives ;

12^o Pour que ces accords soient mis en pratique, un comité de coordination sera nommé, composé de trois délégués de chaque des organisations ci-dessous.

Ledit Comité intersyndical fera son possible pour agir d'accord avec le conseiller de l'Agriculture de la Généralité.

Le Comité.

(Soli, 30-12-36 et 1-1-37.)

En Espagne libérée

La conception nouvelle de la justice

Au Grand Théâtre de Valence notre camarade Garcia Oliver, qui remplit les fonctions de ministre de la Justice, vient de faire une conférence sur les « Nouvelles Orientations de la Justice. »

Après un historique de la période qui précéda la révolution, et répondant à Queipo de Llano qui se plait à répéter qu'il est un ancien détenu, Garcia Oliver rappela quelle immense prison était l'Espagne sous la direction du clergé et des militaires.

En Espagne il y a non seulement la guerre, mais la révolution et qui dit révolution dit rénovation, transformation, reconstruction.

La justice doit être avant tout populaire et humaine. Elle est revenue au peuple, puisqu'il en est peut-être une victime.

Nous ne voulons pas faire l'apologie du vol, mais il faut parler durement aux récidivistes.

Comment nous acharner sur la prostitution quand celle-ci est organisée et partiellement légale ?

Comment nous acharner sur celui qui tue quand, dans la majorité des cas, c'est un dégénéré alcoolique, et qui existent les grands monopoles de l'alcool.

Il faut changer la conception du délit pénal, celle du verdict.

Pour les prisonniers politiques il y aura internement dans un camp de travail, mais sans réclusion ni privation de la liberté de parler, penser, vivre.

Pour le délinquant commun, nous ne dirons plus qu'il est un ennemi de la société, puisqu'il en est peut-être une victime.

Nous ne voulons pas faire l'apologie du vol, mais il faut parler durement aux récidivistes.

La justice doit être subtile et il faut avoir du cœur pour l'interpréter.

Il ne faut plus s'acharner sur le délinquant ; aider celui qui sort de prison. Tous les éléments importants du progrès seront installés dans les pénitenciers : théâtre, université, bibliothèque, sports. Il faut rendre à la société des hommes rédimés et non des victimes.

Plus de condamnations de 30 ou 40 ans.

Separations de 5 à 10 ans du corps social ; et la conduite de chaque condamné devra être examinée tous les 2 ans.

Quant aux fascistes condamnés, nous les ferons travailler avec la peine et la poche, à réparer un peu du mal qu'ils ont causé.

Plus de châtiments corporels.

La société, en résumé, doit être cimentée sur la bonté, la beauté. Chacun doit lutter contre ses propres instincts.

C'est de cette manière que nous pourrons atteindre à la vraie solidarité humaine.

L'esprit constructif de la C.N.T.

LES IDEES ET LES FAITS

FAIRE PAYER LA RENTE

Le fameux slogan communiste : « Faire payer les riches », n'est pas neuf. En 1861, Proudhon lançait dans sa « Théorie de l'Impôt » l'idée séduisante que « la rente peut servir à payer les dépenses de l'Etat ».

Puisqu'il est démontré, dit Proudhon, qu'en dehors de l'impôt qui la frappe spécialement, tous les impôts aboutissent à une capitalisation payée en définitive par les travailleurs, je conclus, dans l'état actuel de la société, à la nécessité pour soulager ces travailleurs, d'équilibrer la plus forte dépense des budgets de l'Etat par l'impôt sur la rente foncière ».

Ainsi la totalité des charges budgétaires serait réglée par un prélèvement à la racine de la richesse, et l'on aurait enfin découvert, dit Proudhon, un « gouvernement sans impôt ».

« Que si par l'effet de circonstances extraordinaires, ajoute-t-il, l'Etat se trouvait dans la nécessité d'accroître ses dépenses, il lui serait alors d'y subvenir, d'une part, en imposant aux citoyens non cultivateurs une contribution personnelle, mobilière ou autre quelconque; d'autre part en élevant proportionnellement sa part de rente, de telle sorte qu'au lieu du tiers, il étaut à percevoir 2/5, 1/2, 3/5, 2/3, 4/5, 5/6, 7/8, etc. »

Trois quarts de siècles après la théorie prudhomienne de l'impôt, le principe reste justicieux mais déplacé dans ses applications.

Le développement du machinisme a transporté sur un autre plan la source vitale de l'économie. Et un prélèvement massif sur la rente foncière semblerait dérisoire et injuste au regard du terrain essentiellement imposable constitué par les ressources qu'a déversées cette propriété foncière dans l'économie toute entière.

La rente foncière, le prélevement parasitaire sur le travail concu d'une façon primitive comme une dîme que s'octroyait le seigneur par le droit de la force, a suivi une évolution comparable à l'évolution politique de la société médiévale vers l'oligarchie économique. A ce dernier stade, l'ouvrier lié au patron par le contrat de la faim, n'a plus rien de commun avec droit qui le servit au seigneur par les mêmes raisons. L'usine avec le patron, ses actionnaires, son personnel de maîtrise n'est plus le fief avec le seigneur, sa cour, ses gens d'armes et ses valets. Et pourtant l'on prolonge l'autre à travers une évolution de forme, sans d'autre évolution de droit qu'un équilibre plus équitable de la force qui permettra quelque jour un renversement total du principe.

Au XIX^e siècle, la rente foncière était toujours la rente du sol, une forme particulière de la propriété médiévale. Au XX^e siècle, la particularité de la forme est telle que le principe ne se reconnaît plus sous sa nouvelle figure, et que lorsqu'on veut attaquer symboliquement et même pratiquement la propriété et son produit naturel, la rente, on s'en prend très souvent à un vestige.

Au XX^e siècle, le château est devenu l'usine, et la rente le profit. La propriété foncière est une réserve, un raccrochement du capital, à une forme stable de propriété, la véritable propriété,

générateur de crimes politiques et de misères sociales, étant dans sa forme avancée, dans son avant-garde dynamique, l'entreprise capitaliste productive de profits.

Les ouvriers ont parfaitement compris cette évolution, en particulier les ouvriers français. Présentant cette particularité d'être à la fois une puissance industrielle avancée et lestée d'une propriété foncière importante par la tradition et la richesse, la France offre une multitude d'exutoires à un revisionnisme économique, et de multiples terrains aux expériences sociales.

Le socialisme dont la tactique est de frapper juste et fort pour tirer d'une situation déterminée le maximum d'avantages collectifs, en déchargeant la classe pauvre, est placé dans un embarras qui tient tout entier dans le choix du terrain. Souvent les théoriciens ergotent.

La classe ouvrière ne s'y trompe pas. Replaçant la propriété dans son cadre historique, sans souci de la source primitive, elle ne s'est pas livrée en France à des manifestations désordonnées contre la propriété en général, elle a frappé cette propriété au cœur, en prétendant tirer des profits capitalistes ce que Proudhon voulait exiger à la rente foncière.

Le déplacement de la propriété est perceptible à la science rudimentaire de l'ouvrier. Il attaque l'exploitation où elle se trouve en meilleure position pour être attaquée, et il s'approprie automatiquement les bénéfices de l'expropriation, évitant le mécanisme compliqué de l'Etat, la lenteur des plans et la mauvaise volonté des exécutants.

L'usine appropriée par l'occupation, le patron exproprié partiellement par les augmentations de salaires, voilà l'application actuelle des archives médiévales brûlées, de l'impôt extraordinaire prélevé sur la propriété pour faire rouler la machine de relations, l'Etat provisoire non détrôné, mais qui reçoit de moins en moins la justification de son existence.

Et que dire alors d'une formule dont l'application serait une course aux fantômes, la préférence de tirer quelques pierres d'une forteresse démantelée dont les murs antiques sont depuis longtemps les fondations d'une propriété évoluée, tentaculaire et souple, l'entreprise capitaliste.

Faire payer les riches, ajouter à la consommation ouvrière ce qu'on retire à la base de la rente, au profit, faire ainsi qu'un gouvernement sans impôt, une entreprise capitaliste sans profit, ou délestée de 2/3, 3/4 de son profit, telle est l'occupation journalière des travailleurs qui jouissent dans cette opération de l'énorme avantage de prétendre en éliminer les parasites de toute espèce, intermédiaires, recruteurs d'impôts, techniciens, planistes et professionnels de révolution à la petite semaine qui n'ont pas encore compris que le rôle du révolutionnaire n'est pas de démanteler les châteaux, mais de rompre comme des termes la maison bourgeoisie en « élevant proportionnellement sa part de rente à la propriété effective, de telle sorte qu'au lieu du 1/3 il perçoive 2/5, 1/2, etc... » et dont « la taxation sera poussée jusqu'à l'absorption intégrale de la matière », vers l'entreprise sans profits.

LUC DAURAT.

voulu, nos héroïques amis. Provoqués, ils ont adopté la seule méthode logique, ils ont accepté la bataille et ils luttent comme des lions pour le bien de l'humanité et le triomphe de la civilisation.

C'étaient des hommes. Ils ne demandaient qu'à vivre modestement, trouvant leur bonheur dans un sourire de leur compagne, dans un baiser de leurs enfants. Devaient-ils se laisser égorgé comme des moutons?

Mon cher ami, une blessure m'entraîne en quittant cette maison où je fus accueilli avec une amicale hospitalité, mais l'attitude de la patrie humaine souligne de si profondes divergences entre nos conceptions que ce serait abuser de la confiance que de poursuivre une collaboration — même morale — qui s'avère impossible. Je te demande ma liberté et je te prie d'accepter ma démission de membre du Comité de rédaction de la Patrie humaine.

Et en t'assurant de mes regrets je m'inscris douloureusement devant ceux qui tiennent malgré eux, mais qui savent mourir pour une cause qui est notre cause à tous... à tous...

J. CHAZOFF.

Une délégation muselée

Oui, vous avez bien lu, toute une délégation ouvrière revenant de Russie vient de se voir passer la muselière; il s'agit des délégués meilleurs désignés pour un voyage d'études au pays d'origine soviétique et au sujet desquels le Conseil National de la Fédération du sous-sol a pris la décision de leur interdire de faire des comptes rendus de leur voyage en Russie. (Peuple du 29-12-36).

Mais cet épisode est rudement caractéristique pour dépendre le mépris qu'on éprouve dans les hautes sphères de la bureaucratie syndicale quant à l'information loyale à donner au prolétariat, ainsi que les sans-gêne avec lequel les mêmes milieux dilapident les fonds syndicaux pour des voyages n'aboutissant à rien; cela vaut d'être conté et d'où il ne doit plus sortir.

Ainsi donc le Conseil National de la Fédération du sous-sol décide d'envoyer en Russie une délégation de plusieurs membres pour faire un voyage d'études; jusqu'à rien à dire; la vie du prolétariat russe mérite d'être étudiée soigneusement pour tirer les enseignements des événements qui se sont produits là-bas, imiter le bien et éviter le mal dans nos luttes sociales d'ici.

Seulement voilà: cette délégation ne revient pas absolument enchantée; les conditions de travail et de vie dans les mines russes sont tellement dures comparées à celles de France, que même les délégués communistes et communistes sont perplexes; nous lenons ce détail de source absolument sûre.

Mais il n'y a plus, à côté de ces délégués communistes, il y a Kléber Legay. L'« Humanité » rendant compte d'un débat parlementaire a parlé d'un « certain Legay ». Peut-être dans la région parisienne ces termes imprécis trouveront-ils quelque crédit. Dans le Nord cela ne prouverait pas, dans les rangs des militaires syndicaux, mais plus, il y a bien des choses à redire sur Kléber Legay; il a une couplée et une habileté diplomatique qui sont parfois étonnantes; mais il est impossible de nier la grande part qu'il a prise dans les luttes ouvrières du Nord; il faut reconnaître aussi qu'il subside en lui un fond d'honnêteté naturelle qui l'empêche de dépasser certaines limites dans l'ambition et la servilité. C'est ce qui est arrivé cette fois-ci.

Kléber Legay a rentrée à voulu écrire ses impressions dans la presse socialiste. Le « Populaire » lui a fermé ses colonnes en ce qui concerne l'édition la plus répandue en France, celle de Paris; il n'a pas osé lui fermer l'édition du Nord, Legay étant trop connu dans sa région. Mais depuis le 20 décembre, le silence le plus complet est fait sur les impressions de Legay et ce n'est pas la faute de celui-ci. Voici quelques extraits de cet article emprunté au « Populaire » du Nord du 20-12-36.

J'ai écrit dans les colonnes de ce journal que le genre de travail fait par les femmes ne semble en rien être du socialisme comme nous le disons.

Je dénis que ce soit de nier que les femmes russes ne se lèvent pas à ces sorties de travaux. Il paraît que c'est moi qui mens, que je calomnie la révolution russe...

Nous vivons cette triste époque où les choses vraies sont qualifiées « canulars » et le mensonge « glorifié par les mêmes hommes ».

... Non, les ouvriers français ne vivent pas dans des conditions de travail, de sécurité de vie, de liberté et de culture en dessous de celles des Russes, mais au contraire dans des conditions supérieures et j'ose dire, de beaucoup.

J'accepte d'en faire la preuve partout, sans pour cela faire la guerre à un parti rival qui n'a rien à voir dans ces sortes d'affaires.

La vérité a sa place partout; elle ne peut souffrir de déformations. Elle n'a pas à se soucier des désirs de certains camarades mal informés, trompés par d'autres qui ont vu, et qui ont grossi démesurément les succès de la révolution pour se tailler des succès et pour consigner des situations.

Je ne sais pas de ce lait-là et n'en boirai à aucun prix. »

Moins d'une semaine après ces déclarations si orgueilleuses, Kléber Legay coupe la tête et dans un communiqué qu'il passe lui-même au « Peuple » du 29-12-36, il explique pourquoi il va se taire.

« Dans le but de ne pas troubler l'unité syndicale par des incompréhensions et des déformations des écrits et des comptes rendus publiques que pourraient faire les membres de la délégation, le conseil national a pris la décision de leur interdire de faire des comptes rendus de leur voyage en Russie. »

Mais voilà qu'en réponse à ceci le Bureau fédéral des mineurs fait connaître dans un communiqué paru dans le « Peuple » du 30-12-36 que c'est Legay lui-même qui a demandé à être bâilloné. Voici le texte :

« La vérité est tout autre. Sollicité par des organisations politiques pour parler de son voyage en U. R. S. S., c'est lui-même qui demande que le Conseil national l'en dégage pour éviter toutes interprétations divergentes. »

Nous avions déjà Zinoviev et Kamenev demandant à être fusillés; voilà que nous tenons un Kléber Legay demandant à être muselé. Renvoyons ce joli monde dos à dos pour qu'ils accordent mieux leurs violons. Rappelons une seule chose; cette équipe n'a pas fait le voyage à ses frais personnels. Tous ces gaillards ont pendant les semaines du voyage touché leurs appointements de fonctionnaires; ils ont fait des frais de trains, d'hôtels, de restaurants, de visites; il s'agit d'une dépense de plusieurs milliers de francs. Ce sont des sous de mineurs gagnés au fond de la terre, par un travail mandat. Si Legay après marchandise accepte, comme compromis de mettre la vérité sous la boîte et de ne plus parler de ce voyage, les syndicats du rang n'ont pas à le suivre dans cette voie. Le voyage d'études syndical, fait par une délégation syndicale, aux frais des syndicats doit aboutir à informer les syndicats. Si les délégués ne parviennent pas à se mettre d'accord qu'ils établissent un rapport de la majorité et un rapport de la minorité; mais les ouvriers ont droit à la vérité; ils n'en connaissent que trop le prix.

Un mineur du Nord.

Jeunesse Anarchiste Communiste

La vente du "libertaire"

Dans les quelques jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités espagnoles, notre « Libertaire » a marqué un bond prodigieux en avant.

La méfiance qui pesait encore sur le mouvement anarchiste s'est dissipée devant le tranquille courage des militants de la F.A.I. et de la C.N.T. balayant en quelques heures, de la Catalogne, par leur propre méthode d'action directe qui est la nôtre, la vélléité des serviteurs d'Espagne !

Le Groupe des Jeunesse Libertaires d'Angoulême

J. A. C.

Commission administrative de la J. A. C. Réunion de la C. A. provisoire tous les mardis sans exception, à 20 h. 30, au « Libertaire ». Les adhésions sont reçues avant la séance.

II^e, III^e, IV^e. — Au Royal Bougnat, 2, rue Chapon. Tous les jeudis, 20 h. 30.

V^e et VI^e. — Tous les jeudis à 20 heures 30 avec l'U. A., 22, rue Brocas.

VII^e et VIII^e. — Les camarades désirant former un groupe doivent d'abord écrire à Ringeras.

IX^e. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 65, Fg-Saint-Martin.

XI^e et XII^e. — Tous les jeudis, 170, faubourg Saint-Antoine.

XIV^e. — Tous les jeudis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention.

XVIII^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au Bar P. T. T., 49, rue Duhesme.

BULLETIN D'ADHÉSION

à la Jeunesse Anarchiste Communiste

Nom Prénom

Adresse déclare adhérer à la J. A. C., Groupe de ou à titre individuel. (Biffer la mention inutile.)

Bulletin à découper et à adresser à la J. A. C., 9, rue de Bondy, Paris-10^e

XIX^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 169, rue de Crimée.

XX^e. — Réunion du groupe J. A. C. avec le groupe adulte.

Boulogne-Billancourt XVI^e. — Tous les lundis à 21 h., chez Cuvelier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

Nogent. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

La Courneuve : Constitution du groupe J. A. C. mardi 12 janvier, à 20 h. 30, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre.

Livry-Gargan. — Mardi 5 janvier, à 21 h., chez Gourdin, allée du Parc de la Mairie.

Livry-Gargan. — Le 15 janvier, à 20 h. 30, conférence « Guerre ou Révolution », chez Gourdin, allée du Parc de la Mairie, à Livry.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 49, rue de la Cristallerie.

Angoulême. — Tous les samedis à 20 h. 45, au « Café Maurice », place des Halles, à Angoulême.

Pour la formation de groupes dans la région, s'adresser à Georges Maurrel, 15, rue Saint-Roch, à Angoulême.

Marseille. — Les jeunes se réunissent tous les jeudis à 18 heures au bar Chez-Vous, cours Lituanie, coin rue Château-Régal, ceci pour les adhésions, et tous les dimanches matin à 8 h. 15, rue Provence, pour prendre le matériel et trailler.

Etudiants libertaires. — Les élèves de Facultés et de Lycées, militants ou sympathisants sont priés de passer le samedi après-midi au « Lib. » pour causer et envisager le travail pratique.

Tous les camarades désireux de former un groupe J. A. C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringeras, au « Libertaire ».

Une nouvelle série de papillons comportant huit textes différents est en vente au prix de 2 francs. Les réclamer à la permanence, 9, rue de Bondy.

Pour les règlements utiliser le compte chez postal : Paris R. Caron 963-75.

Notre tournée de propagande

VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES

Causière sur l'Espagne

Samedi dernier, devant un public très attentif, notre camarade David Sabatier, retour d'Espagne lit une causerie sur l'organisation économique et sociale en Aragon et en Catalogne. Après avoir parlé longuement sur la collectivisation parfaite des usines, des ateliers et des champs; sur l'éducation entièrement libre que reçoivent les enfants espagnols dans les écoles renouvelées et modernisées, notre camarade nous entraîne dans les réalisations acquises en Aragon.

Dans de nombreuses villes et villages de cette province le communisme libertaire est complètement instauré et les habitants sont heureux de ne plus connaître l'argent, source de la misère.

AGEN

La conférence Sébastien Faure-Blicq

Encore une fois nous avons eu la bonne fortune d'entendre toute notre jeunesse Sébastien Faure qui avec l'ami et le camarade Blicq nous ont entretenus de ce qui se passe en Espagne.

Après une conférence tenue ce même soir par M^e Campinchi, nous eûmes un auditoire assez nombreux, l'exposé du Blicq sur les tentatives de réalisation faites par nos amis d'Espagne passionnément l'assistance durant tout son exposé. Quant à Sébastien il n'a pas de rappeler qu'il est toujours le grand meneur de foules, qui sait faire revivre l'enthousiasme même chez les plus indifférents.

Pas de contradiction, ni de questions posées, ce qui est regrettable. Il existe pourtant ici des partis « dits de gauche », (notre ville est régie par le front populaire) « les communistes à la Staline » possédant des orateurs, ils auraient pu interroger nos camarades sur nos amis de la C. N. T. et de la F. A. I., ainsi que l'action menée par les autres partis en Espagne, mais personne. Ils préfèrent calomnier nos amis quand ils n'ont personne pour leur répondre, c'est un mot d'ordre, il ne faut pas que leurs moutons assistent à un débat public, ça pourrait leur ouvrir les yeux.

Il y a sans nul doute chez les jeunes un véritable et sincère dévouement, agissant en toute honneur pour une cause qu'ils croient juste.

Il dépend de notre activité — par le tract, l'affiche et la parole — de montrer l'erreur à ces jeunes pleins de dévouement pour une cause qui ne peut être la leur et venir avec nous pour travailler à abattre toutes les tyrannies, toutes les dictatures et instaurer une société égalitaire sans Dieu, ni Maître.

Le Révolté.

FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHONE

Nous annonçons avec plaisir aux camarades que le Groupe d'Etudes Sociales « Durruti » est constitué aux Camoins, banlieue de Marseille, et se donne comme tâches : éduquer, soutenir, lutter.

Eduquer, pour sortir des ténèbres.
Soutenir tous ceux qui sont aux prises avec leurs oppresseurs.

Lutter, à l'exemple de notre grand ami Durruti, pour un monde nouveau d'où seront bannis à jamais le capitalisme, le cléricalisme, le militarisme.

Vive l'Union Anarchiste, vive la F. A. I. et la C.N.T. En avant, toujours en avant !

LYON

Une infamie du sectarisme politique

Dans le n° 211 de la « Voix du Peuple » organe du parti communiste de la région lyonnaise et qui est en réalité la voix de quelques sectaires, a été publié un communiqué d'expulsion de la cellule de St-Priest contre le camarade Georges Viujard, ratifié par le Rayon Vénissieux en date du 14 décembre 1936.

Comme allégation à ladite exclusion, le camarade Viujard a été accusé de s'occuper de la diffusion des journaux anarchistes : Le Libertaire, L'Espagne antifasciste Solidaridad Obrera, Tierra y Libertad et autres que d'après les « communistes » de la Voix du Peuple sont les ennemis de leur parti et organes qui tendent à diviser le prolétariat.

En vérité depuis longtemps, j'ai milité au sein du parti communiste et j'avoue que mon attachement au parti parce que j'avais la conviction que c'était le seul parti qui luttait pour le bien-être et la liberté de la classe ouvrière, qu'il faisait tout son possible pour éléver la morale des travailleurs, et qu'il est très probable que ceci n'ait été tenté quelques fois.

Aujourd'hui je suis dans l'obligation de reconnaître que j'ai vécu dans l'errance, de constater que je semmeillais puisque malgré tout je sentais bien qu'il y avait quelque chose en moi qui m'inquiétait, quelque chose d'incompréhensible qui me portait à penser et à réfléchir sur les incongruités de tous ces changements de positions et toutes ces adaptations à toutes les circonstances aussi contradictoires furent-elles.

Tantôt il fallait exterminer les fascistes, tantôt il fallait leur tendre la main; ensuite l'on devait par tous les moyens foncer sur tous les partis politiques, avec lesquels on devait collaborer plus tard, évidemment, pour ensuite les critiquer et s'en-déchirer; tout ceci pour le bien de l'union de la classe ouvrière.

C'est à ce moment critique de lutte intérieure de lutte spirituelle, que je découvris, comme par hasard, cet idéal que j'avais vu tant de fois dénigré, baufoué, critiqué, calomnié par les journaux, et personnes dits « communistes », oui, cet idéal anarchiste, cet idéal humain qui approche à pas de géant par nos amis d'Espagne, les vrais communistes, les libertaires et non ces communistes d'Etel, si semblables à tous les politiciens. Cet idéal de justice et de liberté qui ne promet rien à personne, mais qui incite à prendre tout des mains des exploiteurs pour que tous ensemble nous développions la richesse naturelle au profit non d'une classe déterminée, non d'un parti quelconque, ni d'un Etat, totalitaire, aussi prolétarien soit-il, mais au profit de toute l'humanité qui vivra dans l'harmonie, la paix et la liberté.

Cet idéal-là est celui qui m'a réveillé, c'est lui qui m'indique la route lumineuse à suivre sans intérêts, sans égoïsme et sans haine, avec amour et altruisme.

C'est avec amertume, avec douleur que j'ai lu dans le journal plus haut cité, que celle pressé libertaire est l'ennemie de la classe ouvrière.

Quel cynisme ! Come tout ceci me laisse-t-il, et qu'après tout ce n'est pas mon réveil qui fera changer les procédés de propagande et de brouage de crâne que le parti « communiste » emploie; je me limiterai à faire appel aux copains pour qu'ils réfléchissent sur les articles qui sont publiés par les journaux anarchistes et qu'ils cherchent avec la loupe de l'esprit critique les articles diffusés contre l'union de la classe ouvrière, comme dit le canard en question.

Car il ne s'agit pas d'avaler la pluie telle qu'elle est présentée par les communistes, mais de bien l'analyser, d'extraire le bon et rejeter le 14 janvier 1937.

GROUPE ARTISTIQUE

La prochaine répétition aura lieu le jeudi 7 janvier à 21 heures, salle Jean Bart, 75, rue Saint-Martin. Prière à tous les camarades susceptibles de nous prêter leur concours lors de nos prochaines fêtes, d'être très présents.

le mauvais, pour arriver à obtenir le résultat désiré, c'est-à-dire l'éducation de l'individu, la libre expression et la liberté d'agir pour l'individu, on l'entend sans porter atteinte à la liberté de ceux qui tendent à conquérir pour la classe ouvrière le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque. Georges Viujard.

TOULOUSE

(GROUPE OROBON-FERNANDEZ)

Le groupe s'est réuni le 28 décembre pour envoyer les formes de la propagande à mener.

Après un court exposé de Ridel sur la position de l'U. A. et sur son appréciation des situations actuelles un excellent débat s'est engagé où la plupart des camarades présents se sont exprimés.

Il est nettement apparu que la totalité des membres du groupe considérait comme l'U. A. et le « Libertaire » qu'il était temps de faire du mouvement anarchiste un véritable courant ouvrier et révolutionnaire rompant avec les anciennes traditions d'isolement et de repli sur soi-même.

Il n'y a pas de doute que dans Toulouse où tant de questions de personnalités ont joué et entraîné la propagande, l'équipe de camarades du groupe Orobón-Fernandez va créer une agitation intense et recruter les éléments actifs des anciens groupes révolutionnaires. Les grandes lignes d'un plan de propagande tracées par Huart recurrent à ce sujet l'approbation générale.

Dans ce sens la C. A. de l'U. A. est prête à fournir le maximum d'efforts pour qu'à l'issue d'une Fédération puissante se bâtit dans la région toulousaine.

PARIS-BANLIEUE

GROUPE INTERREGIONAL DE LA BANLIEUE-OUEST

Le 30 décembre a eu lieu à Puteaux la première réunion constitutive du groupe. Y étaient représentés les groupes suivants : Courbevoie, Puteaux, Neuilly, Nanterre, Suresnes, Clichy, Asnières, Gennevilliers, Levallois.

Une caisse et un bureau ont été constitués, devant appuyer et coordonner les efforts de chaque groupe. Il a été en outre décidé qu'une intensive propagande anarchiste serait faite par l'intermédiaire au moyen de la presse libertaire et pacifique de la chanson, la conférence, le théâtre, le tract avec le concours de chaque groupe y adhérent. Il a été entendu que l'inter-groupe anarchiste conserve son autonomie et laisse également les différents groupes qui le composent entièrement indépendants.

La prochaine réunion aura lieu mercredi 13 janvier à 20 h. 30, avenue Marceau, 7, à Courbevoie.

Ordre du jour

1^{re} Organisation d'une soirée de propagande pour la chanson, à Gennevilliers et Levallois ;

2^{re} Disposition à prendre pour une vente en masse de presse dans l'une des localités.

P.S. Nous invitons les camarades du groupe de Colombes à nous donner leurs intentions de participer ou non à l'intergroupe.

Adresser la correspondance au secrétaire, R. Junger, 8, rue Roque-de-Filhol, à Puteaux.

GROUPE INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD

La réunion sur : la religion, opium du peuple du 4 janvier a obtenu un franc succès. Doubret et Patorni traiteront lumineusement le sujet et malgré les convocations : communautés, radicaux et curé brillent par leur absence. Seul le secrétaire de la Section S.F.I.O. vient affirmer son accord sur la nécessité de lutter contre la religion, force d'obscurantisme au service des puissances. Notre ami Castella termine la soirée avec deux bons poèmes de ses œuvres et termine l'actuelle aux applaudissements d'une salve pleine, attentive et enthousiaste.

Bonne soirée de propagande, merci à tous, orateurs et auditeurs, nous continuons !

Le Groupe Banlieue-Sud.

GENTILLY

Sous leur véritable jour

Le 23, de la rue du Parc existait un immeuble de la ville de Gentilly classé comme « était insalubre » dans lequel habitaient des familles nombreuses, ouvriers et chômeurs. Ces locataires étaient contraints à la mort le dimanche 27 décembre et reçus par M. Beauprand, maire communiste et Fernand Jean, premier adjoint qui leur offrirent un délai de quinze jours et une indemnité de 600 fr. pour éviter les lieux d'habitation de leur famille et leur démanteler l'immeuble alors que, passée l'éxpropriation, M. le maire ajouta que, dans le délai, les démantisseurs viendraient faire leur besogne et leur proposa même une offre d'appel à la police si c'était nécessaire pour faire entendre raison aux récalcitrants. Voici les noms des prolos mis en demeure de devenir clochards grâce à la volonté de M. le maire 100 pour 100 de Gentilly :

Georges André, charmeur, 5 enfants et femme à l'hôpital; George Fouquet, 2 enfants dont un infirmier; Amédée Henry, chômeur sans allocations, 3 enfants dont 3 en bas âge; Mme Vve André, 2 enfants à Marguerite Roussel, 4 enfants, deux autres familles de 5 enfants et d'autres dont la situation est aussi douloureuse. Inutile de dire que tous ne sont pas décidés à obtempérer aux ordres du dictateur et que la résistance s'organise. M. le maire est invité à se présenter à la tête des expulsés, il sera reçu comme il le mérite, mais qui a oublié que son rôle était de défendre les ouvriers qui l'ont poussé au pinacle.

Un détail à ajouter : pour environ une centaine de locataires, il existe en tout, dans la cour, dans un état de saleté repoussante en guise de water-closet : deux tinettes. Comme hygiène c'est soigné et ça mérite un rapport au Conseil général de la Seine sur la salubrité de la région parisienne. Bref, c'est là une réalisation communiste qu'on n'inaugurera pas de si tôt ! Que sont devenues les affiches électoralies (1936) où l'on préconisait la France et la famille, fortes, libres et heureuse et la campagne ?

Dieu et l'Etat, de M. Bakounine.... 1 50
(Joindre 10 0/0 pour les frais de poste.)

LE PRE-SAINT-GERVAIS

Le joyeux Noël des enfants

Comme toutes les communes du département, le 20 décembre dernier, notre petite commune a, par son activité et par ses obéoles, participé à la collecte qui était faite ce jour-là, dans la bonne intention d'offrir à tous nos petits des vêtements chauds. Or, et c'est ici que le plus triste se passe, ce n'est que le 27 au matin que les journaux du Front Populaire, donc un dimanche, que les intéressés ont été avisés que la Fête aurait lieu ce jour même. Mais, ajoutaient ces feuilles, ne seront admises que les personnes prouvant leur qualité de chômeur et surtout-moi bien munies d'une dérogation émanant de leur propre comité local. Mais, voyons, que je sache, le dimanche et quelques heures seulement avant la fête, il est plutôt difficile de réunir un Comité, même dans un patelin de 13 000 habitants. De plus, et finiste, aucun organe de la gauche n'a donné le compte rendu de cette fête.

Les épreuves des chômeurs

En l'honneur du jour de l'an, notre municipalité S.F.I.O. a offert aux quelques neuf cents chômeurs que nous sommes, tenez-vous bien, 500 grammes de viande de bœuf à cuire à prendre chez un boucher désigné et situé... lace de notre marché. Mais le plus beau, c'est ce commerce, heureux gagnant de deux assez gros lots de la Loterie Nationale qui offrait, lui personnellement, cette viande et non la Mairie, et ce, non dans la proportion de 500 grammes pour chaque chômeur, mais bien un kilo. Ou est donc passé la différence, soit environ 500 kilos et pourquoi nos édiles font-ils preuve de philanthropie avec les dons offerts par d'autres.

Quelques minoritaires dans le sein du Comité du Pré, les copains de l'U. A. se sont insurgés contre les deux faits qui précèdent.

Camille.

En l'honneur du jour de l'an, notre municipalité S.F.I.O. a offert aux quelques neuf cents chômeurs que nous sommes, tenez-vous bien, 500 grammes de viande de bœuf à cuire à prendre chez un boucher désigné et situé... lace de notre marché. Mais le plus beau, c'est ce commerce, heureux gagnant de deux assez gros lots de la Loterie Nationale qui offrait, lui personnellement, cette viande et non la Mairie, et ce, non dans la proportion de 500 grammes pour chaque chômeur, mais bien un kilo. Ou est donc passé la différence, soit environ 500 kilos et pourquoi nos édiles font-ils preuve de philanthropie avec les dons offerts par d'autres.

Quelques minoritaires dans le sein du Comité du Pré, les copains de l'U. A. se sont insurgés contre les deux faits qui précèdent.

Le 20 décembre dernier, notre petite commune a, par son activité et par ses obéoles, participé à la collecte qui était faite ce jour-là, dans la bonne intention d'offrir à tous nos petits des vêtements chauds. Or, et c'est ici que le plus triste se passe, ce n'est que le 27 au matin que les journaux du Front Populaire, donc un dimanche, que les intéressés ont été avisés que la Fête aurait lieu ce jour même. Mais, ajoutaient ces feuilles, ne seront admises que les personnes prouvant leur qualité de chômeur et surtout-moi bien munies d'une dérogation émanant de leur propre comité local. Mais, voyons, que je sache, le dimanche et quelques heures seulement avant la fête, il est plutôt difficile de réunir un Comité, même dans un patelin de 13 000 habitants. De plus, et finiste, aucun organe de la gauche n'a donné le compte rendu de cette fête.

Les épreuves des chômeurs

En l'honneur du jour de l'an, notre municipalité S.F.I.O. a offert aux quelques neuf cents chômeurs que nous sommes, tenez-vous bien, 500 grammes de viande de bœuf à cuire à prendre chez un boucher désigné et situé... lace de notre marché. Mais le plus beau, c'est ce commerce, heureux gagnant de deux assez gros lots de la Loterie Nationale qui offrait, lui personnellement, cette viande et non la Mairie, et ce, non dans la proportion de 500 grammes pour chaque chômeur, mais bien un kilo. Ou est donc passé la différence, soit environ 500 kilos et pourquoi nos édiles font-ils preuve de philanthropie avec les dons offerts par d'autres.

Quelques minoritaires dans le sein du Comité du Pré, les copains de l'U. A. se sont insurgés contre les deux faits qui précèdent.

Le 20 décembre dernier, notre petite commune a, par son activité et par ses obéoles, participé à la collecte qui était faite ce jour-là, dans la bonne intention d'offrir à tous nos petits des vêtements chauds. Or, et c'est ici que le plus triste se passe, ce n'est que le 27 au matin que les journaux du Front Populaire, donc un dimanche, que les intéressés ont été avisés que la Fête aurait lieu ce jour même. Mais, ajoutaient ces feuilles, ne seront admises que les personnes prouvant leur qualité de chômeur et surtout-moi bien munies d'une dérogation émanant de leur propre comité local. Mais, voyons, que je sache, le dimanche et quelques heures seulement avant la fête, il est plutôt difficile de réunir un Comité, même dans un patelin de 13 000 habitants. De plus, et finiste, aucun organe de la gauche n'a donné le compte rendu de cette fête.

Les épreuves des chômeurs

En l'honneur du jour de l'an, notre municipalité S.F.I.O. a offert aux quelques neuf cents chômeurs que nous sommes, tenez-vous bien, 500 grammes de viande de bœuf à cuire à prendre chez un boucher désigné et situé... lace de notre marché. Mais le plus beau, c'est ce commerce, heureux gagnant de deux assez gros lots de la Loterie Nationale qui offrait, lui personnellement, cette viande et non la Mairie, et ce, non dans la proportion de 500 grammes pour chaque chômeur, mais bien un kilo. Ou est donc passé la différence, soit environ 500 kilos et pourquoi nos édiles font-ils preuve de philanthropie avec les dons offerts par d'autres.

L'arbitrage obligatoire est entrée en vigueur

Les métallurgistes du Nord en font les frais

A PROPOS DU CONFLIT DANS L'ALIMENTATION

Grève malgré l'arbitrage

Il faut parler de cette lutte, qui a provoqué l'étonnement chez l'ennemi, comme l'a montré le plaidoyer de Chaumié à la tribune du Sénat, mais il faut aussi en tirer les enseignements montrant que lorsqu'un prolétariat actif foule aux pieds une sentance arbitrale, l'Etat et le patronat reculent. Il fallut la fourberie des politiciens redoutant la chute du Front populaire pour démolir un succès que la masse ouvrière allait arracher, grâce à sa combativité.

Pourquoi les travailleurs de l'alimentation sont-ils partis en grève le mardi 29 décembre ? Parce que les patrons craignaient la discussion sur la convention collective depuis quatre mois. La masse avait compris qu'elle était bernée à ce jeu, mais endormie encore par les politiciens du Front populaire, elle consentait à s'en remettre à l'arbitrage de celui qui voudrait désigner Léon Blum. Celui-ci choisit un ami personnel, le sénateur Rouchou-Mazérat, vieux conseiller d'Etat.

L'ami personnel de Blum donna une excellente leçon à la masse ; celle-ci allait voir ce que valent les grands corps de l'Etat et leur impartialité. Le vieillard faisait fixe dans sa sentence des salaires inférieurs à ceux en vigueur.

C'est alors qu'on vit un spectacle peu banal : un secrétaire syndical, déclarant que, pour lui, l'intérêt ouvrier était supérieur au féodalisme de l'arbitrage ; il allait consulter ses mandants, mais il se sentait convaincu d'avoir la masse avec lui ; cet homme s'appelle Patat.

Le lendemain, il était convoqué à l'hôtel Matignon, accompagné d'un ouvrier du rang, pour être contrôlé à tout moment ; il se trouva là en présence de Racamond, d'Antoinette Gilles, de ses collègues de l'alimentation, mais il eut en face de lui Jules Moch et Marx Dormoy. Ce dernier, ministre socialiste de l'Intérieur, fut particulièrement brutal ; continuellement, il menaçait de faire évacuer les entrepôts par la force. Il fallait voir avec quel mépris il envisageait l'éventualité d'incidents graves.

D'ailleurs, la politique avait déjà jeté son venin ; on sentait que les Racamond avaient consulté le Rassemblement populaire ; il ne fallait pas faire de difficultés au gouvernement ; il fallait arrondir les angles. Marx Dormoy avait beau jeu d'être brutal.

Le militant sincère, Patat, lutta pied à pied, mais il céda, subissant le chantage, la menace de la garde mobile se ruant sur les camarades non préparés à la résistance. Il y eut bien un additif garantissant les situations acquises et la promesse de ne pas faire de victimes. Il y eut bien aussi la porte ouverte d'une commission paritaire qui réexaminerait la convention collective.

Les politiciens communistes avaient gagné la partie ; le bureau politique devait les féliciter le lendemain. Mais quelle protestation lorsque les syndiqués, réunis à la salle Japy, apprirent ces résultats !

Patat, loyalement, fit le compte rendu : les cris de : « A bas Marx Dormoy ! Rouchou-Mazérat au poteau ! » fusèrent de toutes parts. C'est en vain que le retors Reynaud essaya de reprendre la salle en mains. Dès qu'il parlait de la reprise du travail, la protestation ouvrière rebondissait. Et c'est seulement lorsque Patat rappela qu'en fin de compte l'assemblée générale était souveraine, qu'il était prêt à renier sa signature, si les syndiqués lui donnaient l'ordre, que la masse vota avec décision pour la continuation de la grève.

Hélas ! dans sa sincérité, elle n'avait pas prévu un dernier coup de Jarman : les politiciens avaient influencé les travailleurs occupés dans les magasins ; le lendemain la belle unité dans la lutte était brisée. Les prolétaires des entrepôts craignirent d'être isolés et rentrèrent eux aussi.

Pourtant, ce mouvement devait avoir des répercussions heureuses : les patrons épiciers du gros et demi-gros terrorisés, par cette lutte accourraient au syndicat ouvrier et signaient une convention avantageuse : des salaires meilleurs étaient reconnus ainsi que le droit à une indemnité considérable en cas de maladie.

Autre conséquence importante : Blum, cinglé par le fout de la grève, faisait paraître, au Journal officiel, les premières formules préparant l'introduction des quarante heures pour l'alimentation.

Ensuite, par-dessus tout, la croissance morale que le prolétariat subit dans les grèves de ce genre ; ces leçons ne sont pas perdues : l'illusion créée par le Front populaire s'effrite ; la subordination des véritables buts syndicaux aux bas objectifs des cliques politiques apparaît avec neteté ; le prolétariat commence à voir qu'à côté de l'ennemi cynique, arrogant, insolent, à côté de l'ennemi fasciste, il y a l'autre ennemi, celui qui se glisse jusque dans ses propres rangs, qui s'affuble de belles étiquettes ; il y a le politicien communiste et réformiste, ces deux têtes se combinant de plus en plus. Aux anarchistes de hâter la compréhension du prolétariat, de la faciliter, de la favoriser ; c'est alors que sonnera l'heure des vraies luttes ouvrières.

N. LENOIR.

Le libertaire syndicaliste

Lutter pour vaincre

Cette semaine encore, comme une réplique cinglante au décret sur l'arbitrage obligatoire, qui stipule que les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures d'arbitrage, avant toute déclaration de lock-out ou de grève, les conflits se multiplient et les ouvriers passent à l'action directe avec occupation du lieu de travail sans plus se soucier des conventions légales péniblement échafaudées pour leur barrer la route.

« Mouvements irréfutables, déclenchés par des éléments irresponsables et sans liaison avec les syndicats », déclarent, comme pour s'excuser certains de nos prud'hommes dirigeants, tandis qu'ils déplorent que cette situation vienne compromettre l'économie et la sécurité du pays, « l'unité de la nation, si nécessaire à une heure où tant de périls menacent la paix du monde ».

Sans doute, lorsqu'il s'agira de pousser des prolétaires contre d'autres prolétaires, au service des impérialismes en présence, les mêmes viendront prêcher l'action directe à outrance... cela s'est vu, n'est-il pas vrai ?

On crie aussi à la provocation patronale, et nous ne contestons pas le fait, en certains cas. Mais, lorsque les patrons emploient les méthodes d'action directe, est-ce une raison pour que les travailleurs leur en laissent le monopole ? La méthode tolstoïenne en ce domaine s'est en tout cas révélée absolument inopérante.

Et ce n'est pas dans les résultats obtenus par l'arbitrage des récents conflits, qui se traduisent par autant de fiascos, que les travailleurs

se montreront plus disposés à se prêter à cette méthode.

La solution du conflit de la Sambre vient d'ailleurs confirmer nos appréhensions à cet égard. Ce conflit qui avait éclaté à la suite du refus directorial de changer de poste un provocateur fasciste et sur lequel s'était greffé la revendication d'une convention collective, refuse jusqu'à présent, par les patrons, s'est terminé, certes, sans la réintroduction provisoire du fasciste, mais aussi sans celle de 26 militants ouvriers laissés à la porte pour leur action syndicale. Ces cas doivent, paraît-il, être soumis à un arbitrage ultérieur. De convention collective il n'en est plus question, et les 18.000 travailleurs de la Sambre ont fait six semaines de grève pour obtenir ce résultat.

Encore une « victoire » qui coûtera cher au prolétariat de ce pays.

Commentant le fait, un dirigeant de la Fédération des métiers qui avait mené les négociations, Marcel Roy, avoue sa déception en ces termes : « ...nous étions bien obligés de l'arbitrage du pays, « l'unité de la nation, si nécessaire à une heure où tant de périls menacent la paix du monde ».

C'est, en tout cas, un bien dangereux précédent que ne manqueront pas d'invoquer les industriels de la métallurgie lilleoise qui veulent laisser sur le pavé 85 des militants les plus actifs, parmi les 8.000 ouvriers métallurgistes en lutte pour le rajustement de leurs salaires. Ceux-ci, qui ont décidé la rentrée en bloc ou

rien auront-ils la volonté de persévérer malgré les manœuvres qui seront tentées ?

Les dirigeants syndicaux, intégrés dans la politique, gouvernementale au lieu d'entreprendre une action d'envergure pour soutenir les travailleurs en lutte, empêcher le sabotage des améliorations sociales et obtenir le rajustement des salaires, laissent se localiser, voire même s'extirper les conflits sans aucun profit ouvrier, dans la crainte que l'agitation revendicative ne vienne perturber l'ordre social cher à la politique de Front populaire.

Cette tactique de capitulation permet au patronat de relever la tête et d'exiger du gouvernement des sanctions contre ceux qui se permettent de riposter par l'occupation des usines à l'arbitraire patronal.

Sous le gouvernement de Front Populaire comme sous les autres, les victimes sont toujours du même côté. Tandis que la magistrature se montre clémentement à l'extrême envers les affameurs qui spéculent sur la hausse des prix, la justice de classe s'abat sur les militants ouvriers.

Pourquoi les travailleurs feront-ils plus confiance, à ceux-là qu'à leurs prédecesseurs, puisque l'expérience leur démontre que seule, leur action propre est réalisatrice et féconde en résultats positifs ?

C'est seulement en maintenant la lutte sur son terrains de classe, sans équivautre ni compromis politique, qu'ils enregistrent de nouveaux succès.

N. FAUCIER.

Histoire vraie... quoique pénible

Un immense soupir de soulagement accueillit la loi nationalisant les industries de guerre. Dans l'esprit des braves bougres un grand pas vers le désarmement était fait, l'espérance restait permise.

Les bénéfices scandaleux de la guerre du droit, des bénéfices non moins scandaleux de la préparation de la « der des der », tout justifiait une expropriation brusque, sans la moindre indemnité.

Cette solution permettait du jour au lendemain le contrôle immédiat des fabrications et des études, la suppression instantanée des bénéfices des marchands de mort, et, par voie de conséquences, la mise en veilleuse des planteurs de copie qui affolent l'opinion.

Mais le capitalisme régnant, le droit de propriété étant codifié et approuvé même par le P. C., il était moral d'indemniser les industriels qui, à l'exemple de Chiappe, allaient se retrouver en veste dans la rue.

Ceci dit, l'Etat, graduant sagement son effort d'attaque au menu frémissement. Brandt seigneur de Châtillon et Vernon, et au dire de Gringotte inventeur de talents.

L'Etat prend un soin jaloux des deniers publics puisqu'il parvint à économiser pour une boulée de pain (152 millions, dit-on), une usine à vrai dire modèle.

Mais les choses se gâtèrent quand Brandt comprit qu'il aurait un léger pour compte : son bureau d'études ; que vous voulez quelque marchandise de canons on a son petit amour propre ! Quand une douzaine de pays s'offrent à vous accueillir à bras ouverts, il est pénible de voir ses élucubrations vous rester sur les bras dans son pays ?

Qu'en cela ne tienne, la raison d'être de l'inventeur c'est toujours l'invention, et du mortier à la publicité par le cinéma il n'y a qu'un pas...

Brandt a démenagé de chez lui, à la cloche, les paparasses que l'Etat se refusait à lui acheter. A cette nouvelle le gouvernement s'est découvert un intérêt subit pour les papiers jusqu'à sans valeur : la sûreté abandonnant pour un moment l'affaire des poings du contre-sabot Schneider s'est ruée sur les trois camions fantômes, tandis que la garde, jouant les cabrioles, cernait une usine vide.

Les papiers sont de retour (grâce à l'Humanité) la garde a quitté l'usine, le drapeau tricolore flotte à l'entrée et... Brandt monnaye son succès.

Et maintenant, Schneider, à l'action.

PROPOS D'UN CHOMEUR

LE MOUVEMENT SYNDICAL

CHEZ LES BOUCHERS ETAILIERS

La Chambre Syndicale ouvrière (C. G. T.) passe à l'action, mais c'est pour éviter la grève.

Devant la dénonciation du contrat collectif les ouvriers bouchers se sont réunis au nombre de 2.500, sous Ferrer. Tous les orateurs s'efforcent au maximum d'écartier la grève. Cette orientation ne nous étonne pas dès que nous étions au contraire des affiches apposées dans Paris, des tractés et des récents communiqués du Syndicat parus dans la presse, toute la manœuvre n'avait qu'un but : prêcher le calme et la patience. Ce qui n'empêche pas un orateur de dire que c'est sur les promesses de Blum, le soir même du meeting, que le Syndicat recula devant la grève. Le plus décevant des orateurs fut Simonin de la Fédération de l'alimentation qui ne put terminer son exposé de paix sociale et dut se retirer sous les huées des ouvriers. Un camarade monta à la tribune et dit qu'il ne fallait pas reculer devant l'action que le moment était propice pour la grève, qu'il ne faut pas compter sur le gouvernement pour nos revendications, et que nous n'obtiendrons de meilleures conditions de vie que dans la mesure où nous saurons employer l'action directe. Toute l'assistance applaudissait.

Tout devait pas faire l'exposé qu'il fit et il ne devrait pas sincèrement entraîner ce peuple dans un conflit qu'il ne sait pourquoi lui être profitable, car, et là je reprends ses paroles : « Il faut d'abord balayer chez soi avant de vous balayer chez les autres ». Complètement d'accord, alors commençons tout de suite chez nous, balayons le fascisme et ensuite nous occupons de le balayer internationalement si ce est nécessaire, car notre exemple, après celui si frappant de nos camarades espagnols, réveillerait très certainement le prolétariat mondial et nous aiderions enfin nos camarades espagnols d'une façon effective et ceci est du travail vraiment syndical. Aussi s'il est de notre devoir d'accepter le plus grand nombre d'adhérents

jusqu'ici nous le savons très bien, en cas de guerre, les membres d'un gouvernement quel qu'il soit savent toujours se mettre à l'abri. Mais tout de même l'on me permettra de m'élever de faire du dit Gittion, qui consiste à déchirer une motion qui ne lui plaît pas, et pour cause, tout d'abord parce qu'il n'est pas président du séance, il n'avait pas le droit de prendre cette décision sans en referer tout d'abord à l'assemblée qui en tout syndicat digne de ce nom, est souveraine et ensuite qu'il n'avait pas le droit, en tant que président, de prendre une part si vive dans les débats.

Tout d'abord, Marcel Gittion en tant que député devait pas faire l'exposé qu'il fit et il ne devrait pas sincèrement entraîner ce peuple dans un conflit qu'il ne sait pourquoi lui être profitable, car, et là je reprends ses paroles :

« Il faut d'abord balayer chez soi avant de vous balayer chez les autres ». Complètement d'accord, alors commençons tout de suite chez nous, balayons le fascisme et ensuite nous occupons de le balayer internationalement si ce est nécessaire, car notre exemple, après celui si frappant de nos camarades espagnols, réveillerait très certainement le prolétariat mondial et nous aiderions enfin nos camarades espagnols d'une façon effective et ceci est du travail vraiment syndical.

Vous, jeunes camarades, qui ne demandez qu'à vous instruire pour devenir à tout tour de vos militaires, des auditeurs de Carné, qui n'existe pas, il n'existe pas dans l'espoir de devenir des surhommes puisque cela n'existe pas, il n'existe pas l'homme et c'est tout. Aussi je vous demande de vous dresser énergiquement contre cette manière de faire et de vous dresser aussi à toutes vos forces, de toutes vos aspirations, réveillerai très certainement le prolétariat mondial et nous aiderions enfin nos camarades espagnols d'une façon effective et ceci est du travail vraiment syndical.

Ainsi s'il est de notre devoir d'accepter le plus grand nombre d'adhérents

monteurs et fumistes, dans notre organisation syndicale, nous ne devons pas accepter un député, serait-il communiste, car il est inadmissible de faire pénétrer la politique dans notre syndicat, qui en aucun cas, ne doit faire figure de tremplin électoral.

N'avons-nous pas gagné les grèves de juillet par notre cohésion, par nos propres moyens et tout cela servirait aux politiciens, cela camarades, il ne faut pas l'accepter, car nous irions d'une manière indiscutable au syndicalisme d'Etat qui est une des formes primordiales du fascisme. D'ailleurs, certaines paroles du camarade Gittion devraient vous faire réfléchir, lorsqu'il dit que nos permanents ne sont pas des hommes comme nous et pour quelles raisons, seraient-ils autrement ?

Vous, jeunes camarades, qui ne demandez qu'à vous instruire pour devenir à tout tour de vos militaires, des auditeurs de Carné, qui n'existe pas, il n'existe pas dans l'espoir de devenir des surhommes puisque cela n'existe pas, il n'existe pas l'homme et c'est tout. Aussi je vous demande de vous dresser énergiquement contre cette manière de faire et de vous dresser aussi à toutes vos forces, de toutes vos aspirations, réveillerai très certainement le prolétariat mondial et nous aiderions enfin nos camarades espagnols d'une façon effective et ceci est du travail vraiment syndical.

Ainsi s'il est de notre devoir d'accepter le plus grand nombre d'adhérents

Il arrive souvent à Carné cherchant à flatter ses auditeurs de dire que le prolétariat est mal assuré mais simultanément il nous assure que nous devons attendre docilement des directives du Bureau Central de la C. G. T. C'est la un point de vue absolument faux ; il reflète les intérêts d'une bureaucratie syndicale cherchant à détenir son pouvoir.

Mais Carné qui appartient à la bureaucratie craint que cette volonté de la masse déclende une lutte active dans laquelle les bureaucrates ne voient que les risques de perdre leur carrière. Aussi Carné joue-t-il sur toutes les cordes pour essayer de freiner la combativité ouvrière. Voici ce qu'il disait dans son exposé en s'adressant aux ouvriers :

« Vous, les femmes qui avez un passé, qui toujours étiez à l'avant-garde. Citons les Jeanne d'Arc, Jeanne Hachette et plus près de nous Hélène Boucher qui symbolise le courage et la vaillance des femmes françaises. Vous voulez vos droits, mais vous connaissez vos devoirs, vous savez que pendant la grève la misère s'installe au foyer privant nos petits du nécessaire... »

Ainsi le syndicat stimule le nationalisme préparant la « prochaine », agitant le spectre de la pucelle hysterique entendant des voix dans sa folie, et d'autre part le même fonctionnaire jette la panique parmi les travailleurs évoquant les difficultés des grèves, mais faisant également les chances de succès à l'avenir, pour la prochaine, il faut avant tout une classe ouvrière docile.

Ainsi marchent de pair la préparation morale et la préparation des armements. Seulement les ouvriers de chez Carné en ont assez ; ils se rendent compte que malgré tout quand ils vont au travail, ils doivent faire aboutir leurs revendications, il faudra bien qu'ils reconviennent à la grève.

Plus que jamais dans la C. G. T. il faut y faire revivre ses propres traditions internationalistes et antimilitaristes ; il faut les appliquer aux luttes immédiates, en premier lieu à la conquête des 15 000 d'augmentation. Formés à l'école de ces luttes les ouvriers repartiront fermes et aigres, au grand combat livré pour le communisme libertaire, régime de la gestion directe des ouvriers conscients.